

L'Amérique latine à l'épreuve du COVID-19

Florian Vidal

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2020/4 Hiver**, PAGES 135 À 144

ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9791037301093

DOI 10.3917/pe.204.0135

Date de mise en ligne : 08/12/2020

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2020-4-page-135?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

L'Amérique latine à l'épreuve du COVID-19

Par **Florian Vidal**

Florian Vidal, docteur en science politique de l'université Paris-Descartes, est chercheur à l'Institut français des relations internationales (Ifri).

Les gouvernements latino-américains n'ont pas réagi de façon uniforme à la pandémie de COVID-19. Deux cas extrêmes sont le Brésil de Jair Bolsonaro, qui s'est enfoncé dans le déni, et l'Argentine d'Alberto Fernandez qui a opté relativement tôt pour des mesures de confinement. Le virus a frappé des États et des sociétés fragiles qui ressortiront de la crise encore plus affaiblis. La récession majeure qui s'annonce risque d'accroître des inégalités déjà fortes et d'exacerber les tensions sociales.

politique étrangère

Le 14 mars 2020, alors que l'épidémie de COVID-19 se propageait à l'ensemble de la planète, l'Amérique latine comptait officiellement à peine plus de 2 000 personnes contaminées. À cette date, plusieurs pays de la région avaient fait preuve de prudence, en adoptant des mesures de confinement, notamment l'Argentine, la Colombie et le Pérou. La faiblesse de leur système de santé et le mauvais état de leurs infrastructures hospitalières expliquant en partie cette anticipation des autorités publiques. Malgré cela, l'Amérique latine est devenue, dès la fin du printemps et durant plusieurs semaines, l'épicentre de la pandémie dans le monde. Début septembre, six mois après le début de la crise, l'Amérique latine a franchi le seuil des 300 000 décès et figure parmi les régions les plus sévèrement frappées¹.

Bien que l'Amérique latine ne présente pas un bilan homogène, elle ressort globalement affaiblie d'une crise sanitaire sans équivalent dans l'histoire récente. Si la pandémie exerce une pression insoutenable sur le

1. « Latin America Surpasses 300,000 Coronavirus Deaths », Reuters, 10 septembre 2020, disponible sur : <https://fr.reuters.com>.

système hospitalier, elle constitue aussi un catalyseur des tensions socio-économiques dans des sociétés latino-américaines caractérisées par de fortes inégalités. Plus généralement, la crise a mis à l'épreuve la résistance des États, qui voient leur marge de manœuvre réduite par les difficultés économiques.

Une région dans l'œil du cyclone

En l'espace de quelques mois, la gestion de la crise du COVID-19 en Amérique latine a connu plusieurs phases distinctes. Une première phase (mars-avril) a vu la mise en place de mesures de restrictions pour endiguer la propagation du virus, afin d'éviter un effondrement du système hospitalier. À l'exception de quelques pays (Brésil, Mexique et Nicaragua), la plupart des gouvernements ont assumé des décisions fortes, en instaurant un confinement strict inspiré des expériences espagnole et italienne. L'impression, à première vue, d'un front commun, est toutefois rapidement dissipée par l'hétérogénéité des mesures prises, révélatrice des disparités politiques, sociales et économiques entre pays latino-américains.

Une deuxième phase, à partir d'avril, a laissé entrevoir un succès relatif dans l'endiguement de l'épidémie, ce qui a conduit les gouvernements de la région à desserrer progressivement l'étau des restrictions. Cet allègement fut perçu comme une nécessité face à une autre urgence, économique celle-là. Un confinement prolongé aurait en effet pu conduire à un véritable effondrement des économies de la région. Une troisième phase, caractérisée par une forte reprise épidémique dans plusieurs pays, s'est amorcée dès la mi-mai. Le Brésil, le Mexique et le Pérou figurent parmi les pays comptant le plus grand nombre de décès liés au COVID-19².

Le Costa Rica a constitué une exception, en adoptant des mesures originales, comme l'utilisation d'imprimantes 3D pour la fabrication des équipements de protection. Outre la flexibilité de son système de santé, la bonne gestion du Costa Rica reflète également sa stabilité socio-économique : son niveau de pauvreté est inférieur à celui des pays de la zone, avec une réduction de l'extrême pauvreté ces dernières décennies. Certains de ses indicateurs sociaux, comme le niveau d'éducation, sont parmi les meilleurs de l'Amérique latine. En pleine pandémie mondiale, le Costa Rica a été le quatrième pays d'Amérique latine – après le Mexique, le Chili et la Colombie – à être accepté au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)³.

2. Selon les données de l'université Johns Hopkins, le Brésil décompte un peu plus de 157 000 décès, le Mexique près de 89 000 et le Pérou plus de 34 000 (au 25 octobre 2020).

3. « Les pays de l'OCDE invitent le Costa Rica à devenir le 38^e pays membre de l'Organisation », OCDE, 15 mai 2020.

Les sociétés latino-américaines sont profondément inégalitaires. D'une part, les 10 % les plus riches de leurs citoyens bénéficient d'un revenu moyen équivalent à celui des pays les plus riches (environ 48 500 dollars par an); alors que les franges les plus pauvres doivent se contenter d'1,7 dollar par jour, soit le revenu par tête au Bangladesh⁴. Les conditions de vie précaires de franges importantes de la population, et le manque de ressources de plusieurs services sociaux (infrastructures sanitaires, protection des personnes vulnérables, etc.) ont créé des conditions propices à une prolifération du virus, tandis que le poids de l'économie informelle nuisait fortement à l'application et au suivi des mesures de restriction décidées par les autorités⁵. Autrement dit, la précarité a poussé une partie de la population à poursuivre ses activités quotidiennes – essentielles pour pouvoir continuer à se nourrir et se loger –, ce qui a favorisé en retour une augmentation des cas de coronavirus.

Des conditions propices à une prolifération du virus

La crise sanitaire de 2020 est intervenue après une décennie (2010-2019) marquée par un déclin du rythme de la croissance régionale (de 6 % à 0,2 %), ainsi que par des changements politiques importants⁶. D'une manière générale, les déficits budgétaires et l'accroissement de la dette ont conduit à limiter les dépenses dans le secteur de la santé. Les cas des trois poids lourds régionaux – le Brésil, le Mexique et l'Argentine – méritent une attention particulière, d'autant qu'ils correspondent à trois modèles économiques différents, résumant les dynamiques à l'œuvre sur le continent latino-américain.

Depuis 2018, le Brésil et le Mexique ont à leur tête deux présidents qui marquent une rupture dans des pays troublés par une violence endémique et une corruption systémique. L'arrivée au pouvoir du candidat d'extrême droite Jair Bolsonaro au Brésil est intervenue sur la promesse d'un changement de cap radical pour mettre fin à ces fléaux. Au Mexique, l'élection du 1^{er} juillet 2018 a offert une victoire écrasante à Andrés Manuel López Obrador (AMLO), et à son parti de centre gauche le Mouvement de régénération nationale (MORENA). Cette « insurrection électorale » – pour reprendre les termes de l'historien Lorenzo Meyer –

4. A. Rouquié, *L'Appel des Amériques*, Paris, Seuil, 2020.

5. Selon l'Organisation internationale du travail, 53 % de la population active, soit près de 140 millions de personnes, évoluent en Amérique latine dans les secteurs informels de l'économie. Voir à ce propos le rapport de F. Bonnet *et al.*, « Women and Men in the Informal Economy: A Statistical Brief », Organisation internationale du travail, 2019, disponible sur : www.ilo.org.

6. Commission économique pour l'Amérique latine et la Caraïbe (ECLAC), « Report on the Economic Impact of Coronavirus Disease (COVID-19) on Latin America and the Caribbean », 2020, disponible sur : www.eclac.org.

traduisait d'une part le rejet massif par la population mexicaine du clientélisme et de la corruption, et d'autre part l'exaspération populaire vis-à-vis des violences liées aux trafics de drogue.

Quant à l'Argentine, la fragilité structurelle de son économie (inflation galopante, un tiers de la population sous le seuil de pauvreté...) et le poids d'une dette de 311 milliards de dollars (90 % du PIB), mènent le pays au bord de l'asphyxie. L'élection du péroniste Alberto Fernández, en octobre 2019, intervient dans un contexte de fracture entre « kirchnéristes » et « antikirchnéristes⁷ ». Depuis une décennie, la société argentine est en effet marquée par la *grieta*, c'est-à-dire une forte polarisation de l'espace politique.

L'irruption de la pandémie a provoqué un effet de sidération dans ces trois pays, paralysant les grandes réformes économiques et budgétaires en cours. La crise a été gérée différemment par Bolsonaro, AMLO et Fernández.

Le déni dogmatique du Brésil de Bolsonaro

En août 2020, le Brésil a été le deuxième pays au monde, après les États-Unis, à passer la barre des 100 000 morts du COVID-19, alors même que le président Bolsonaro s'entêtait dans une posture de déni. Au début de l'épidémie, le chef de l'État brésilien avait qualifié le virus de *gripezinha* (« grippette »), minimisant ainsi sa dangerosité auprès de ses concitoyens. Le gouvernement souhaitait éviter l'adoption de mesures de confinement susceptibles de paralyser l'économie du pays. Toutefois, le Brésil est une république fédérale, et les gouverneurs des États ont pris des décisions contraires pour freiner la propagation du virus sur le territoire. La crise sanitaire a ainsi vu l'instauration d'un nouveau rapport de force entre les soutiens de Bolsonaro et ses opposants. Elle a aussi mis à l'épreuve la détermination du président face à la menace d'une destitution qui n'a jamais semblé aussi probable.

Tout d'abord, le refus de mettre en œuvre des restrictions au niveau national a contraint les gouverneurs et les maires brésiliens à assumer seuls des décisions locales de confinement. La divergence entre le gouvernement fédéral et les gouverneurs, et l'impossibilité de mener une approche concertée, ont même poussé à la fronde d'anciens alliés du président⁸. En retour, celui-ci n'a pas hésité à mobiliser ses soutiens, organisant de nombreuses manifestations dans le pays, pour dénoncer les

7. Du nom de l'ancienne présidente Cristina Kirchner (2007-2015).

8. Ronaldo Caiado, gouverneur de l'État de Goiás, a évoqué, dans un message mis en ligne sur Facebook le 25 mars 2020, l'impossibilité d'établir un dialogue avec Jair Bolsonaro.

mesures de confinement adoptées dans les grands États brésiliens. Cette opposition a toutefois un coût politique élevé pour le président Bolsonaro : trois gouverneurs de régions ayant un poids économique crucial (Minas Gerais, Rio et Sao Paulo), élus sous sa bannière en 2018, lui sont désormais opposés⁹. Le prix de l'inaction gouvernementale se paye également au sein même de la population brésilienne : la popularité du président a nettement chuté (55 % d'opinions négatives au début de la pandémie). L'opposition s'est mobilisée pour la mise en œuvre de mesures de soutien à la population. Ainsi l'opposition au Congrès a-t-elle décidé l'attribution d'une aide publique urgente (*renda mínima emergencial*), d'un montant de 600 reales par mois (95 euros), pour les ménages aux revenus les plus faibles. Lors de sa mise en place officielle le 7 avril, plus de 15 millions de personnes en détresse sociale se sont inscrites dès les premières heures.

De plus, la crise n'a pas interrompu le calendrier judiciaire à l'encontre du président brésilien et de son entourage, visés par de nombreuses enquêtes. Au cours des derniers mois, trois procédures judiciaires ont été engagées par le Tribunal suprême fédéral¹⁰ ; celles-ci s'ajoutant à d'autres procédures traitées par des instances de rang inférieur. Parmi elles, la Cour de justice de Rio s'est saisie d'une affaire impliquant Flavio Bolsonaro, fils aîné du président, concernant l'organisation d'un système d'emplois fictifs alors qu'il était député de l'État de Rio de Janeiro. L'antagonisme entre l'exécutif et le système judiciaire permet ainsi à l'opposition de se regrouper autour d'une hypothétique procédure de destitution, déclenchée par le président de la Chambre des députés Rodrigo Maia. Dans ce contexte, la démission du ministre de la Justice Sergio Moro, le 24 avril 2020, a miné encore un peu plus l'autorité du président. Cet ancien juge, figure de l'anticorruption lors de l'opération Lava Jato¹¹, a motivé son départ par l'ingérence du président dans les affaires judiciaires. Certains envisagent d'ores et déjà sa candidature pour les élections présidentielles en 2022¹².

Enfin, si la double tempête sanitaire et politique a ébranlé le président brésilien, le navire n'en a pas pour autant chaviré. Jair Bolsonaro a su

9. A. Fuccille, « Brasil, Jair Bolsonaro y el COVID-19 », Real Instituto Elcano, 17 avril 2020, disponible sur : www.realinstitutoelcano.org.

10. Les procédures en cours se composent de trois enquêtes distinctes : 1) sur la diffusion de *fake news* et de menaces contre les membres de la Cour ; 2) sur des violations supposées de la Constitution lors des manifestations de soutien au président brésilien durant la pandémie ; et 3) sur une possible ingérence politique de Jair Bolsonaro au sein de la police fédérale.

11. L'opération Lava Jato est la mise à jour d'un système de corruption et de blanchiment d'argent inédit dans l'histoire du pays, suite à l'ouverture d'une enquête de la police fédérale brésilienne en 2014 impliquant notamment le groupe pétrolier Petrobras mais également le groupe de BTP Odebrecht.

12. « Moro será um concorrente competitivo na disputa presidencial em 2022, afirma Maia », *Valor Econômico*, 5 août 2020.

manœuvrer favorablement durant le pic de la pandémie. Il conserve un socle électoral fidèle, qui rassemble notamment la communauté évangélique et ses 70 millions de membres, ainsi que les militaires qui bénéficient d'un important soutien. Désormais, le Brésil doit faire face aux conséquences économiques du désastre sanitaire. Pour 2020, l'OCDE prédit une baisse de 6,5 % de son produit intérieur brut (PIB), limitant d'autant les marges de manœuvre du gouvernement. Les réformes fiscales et économiques de Bolsonaro seront vraisemblablement à l'arrêt pour le reste de son mandat, alors que son crédit a été sérieusement détérioré du fait de la crise¹³.

Crise de gouvernance au Mexique

Au Mexique, la crise sanitaire a connu une aggravation progressive sur fond d'inconstance du président AMLO. Au mois de mars, celui-ci a refusé de mettre en œuvre des mesures de confinement afin de préserver l'économie. Par cette position de déni, similaire à celle du président brésilien, le gouvernement mexicain refusait dans un premier temps de suivre les recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et les protocoles de base pour contenir l'épidémie. Ainsi les frontières n'ont-elles pas été fermées ni davantage contrôlées, et les voyages internationaux n'ont pas été limités afin de ne pas nuire au commerce international¹⁴. Cette posture visait à protéger une économie largement dépendante des exportations, notamment en direction des États-Unis¹⁵, et à respecter l'engagement d'AMLO de tenir une ligne rigoureuse en matière de politique budgétaire.

Par la suite, la progression fulgurante de l'épidémie devait conduire le président mexicain à reconsidérer sa position dès la fin du mois de mars, alors que le pays franchissait la barre des 1 000 infections. La population mexicaine a alors été invitée à rester chez elle pendant plusieurs semaines afin de juguler la prolifération du virus. À cette communication erratique s'est ajoutée l'absence de coordination entre le gouvernement central et les gouverneurs des États mexicains. Le gouvernement mexicain a omis de s'entourer d'un conseil d'experts scientifiques pour accompagner les institutions du pays dans la mise en œuvre de mesures coordonnées et homogènes sur l'ensemble du territoire¹⁶. Au fil des mois, l'épidémie s'est propagée sans

13. S. Rodrigues, « Bolsonaro está sem crédito », *Folha de Sao Paulo*, 8 juillet 2020, disponible sur : www1.folha.uol.com.br.

14. P. Reyes Flores, « La gestión de la crisis del coronavirus en México (o cómo caminar sobre los límites del precipicio) », *El Universal*, 21 mars 2020, disponible sur : www.eluniversal.com.mx.

15. En 2019, 75 % des exportations mexicaines sont à destination des États-Unis, pour un montant de 359 milliards de dollars.

16. E. Lezama, « Oposición y gobierno, ¿culpables de la crisis de covid-19 en México? », *Forbes Mexico*, 17 juillet 2020, disponible sur : www.forbes.com.mx.

véritable contrôle, et le gouvernement n'a pas offert toute la transparence attendue en ce qui concerne les résultats des tests de dépistage.

Sur le plan économique, le Mexique devrait faire face à une récession sans précédent depuis les années 1930. Pour 2020, les banques d'investissement projettent une baisse du PIB entre 7,6 % et 12 %, alors que le Fonds monétaire international (FMI) table sur un recul de 10,5 %. Au sein de la population mexicaine, cette perspective renvoie au souvenir de la crise économique de 1994-1995 : la dévaluation du peso avait alors plongé le pays dans une récession, et entraîné une flambée de violences (attaques à main armée, enlèvements¹⁷). Le pays est encore aujourd'hui confronté à un niveau élevé de violence, et les exactions des groupes de narcotrafiquants font régulièrement la une de l'actualité¹⁸. En octobre 2019 par exemple, un guet-apens tendu par des *sicarios* (tueurs à gage) du cartel de Jalisco Nueva Generación (CJNG), s'est soldé par la mort de 13 policiers¹⁹.

Une récession sans précédent depuis les années 1930

Lors de sa campagne électorale en 2018, AMLO avait prôné un changement de doctrine dans la lutte contre les cartels de drogue, privilégiant la prévention des crimes à la confrontation armée. Deux années après son arrivée au pouvoir cette stratégie est mise en échec, et les effets de la pandémie pourraient encore aggraver les violences armées. Par ailleurs, le pays est entravé par une corruption endémique largement répandue dans les différentes strates de l'administration²⁰. Et le faible niveau de croissance au cours des dernières années (2,2 % en 2018 contre - 0,2 % en 2019) entretient un climat social fortement dégradé.

Du fait de la vision économique rigide de son président, le Mexique se classe parmi les pays ayant le moins investi dans la réponse au COVID-19. Tardive et insuffisante, celle-ci a créé un vide que les narcotrafiquants n'ont pas tardé à combler. Ainsi ces groupes ont-ils organisé des

17. La crise « Tequila » (ou *error de diciembre*), est la conséquence d'un retournement brusque dans les anticipations positives du marché à l'égard du Mexique, alors en croissance. En effet, les efforts intenable du gouvernement l'amènèrent à dévaluer le peso, créant un séisme sur les marchés financiers, et entraînant une fuite des capitaux étrangers et un effondrement du cours de la monnaie mexicaine. Cette crise se répandra vers les autres économies latino-américaines.

18. En 2019, le Mexique a enregistré 34 582 homicides, un niveau record depuis 1997.

19. E. Martínez Elorriaga, « Asesinan a 13 policías en Michoacán durante emboscada », *La Jornada*, 15 octobre 2019, disponible sur : www.jornada.com.mx.

20. Selon Transparency International, le Mexique se situe à la 130^e place sur 198 pays dans le monde avec un score de 29/100 sur son indicateur *Corruption Perceptions Index* pour l'année 2019. Voir sur : www.transparency.org.

campagnes de communication sur la distribution d'aide alimentaire, et le maintien du respect de la quarantaine dans les zones sous leur contrôle²¹. En compensant cette absence de l'État, les cartels accélèrent la décomposition sociale d'un pays dont les institutions démocratiques apparaissent durablement fragilisées.

Argentine : succès sanitaire, péril économique et tensions politiques

Le cas argentin se singularise par une gestion sanitaire particulièrement prudente. Dans un premier temps, les efforts des autorités pour contenir l'épidémie ont fait apparaître l'Argentine comme un modèle dans la région, aux côtés du Paraguay et de l'Uruguay²². Le président Alberto Fernandez a pris des mesures fortes, en décrétant le confinement dès le 20 mars 2020. Cette stratégie a été élaborée en concordance avec l'ensemble des forces politiques et des représentants institutionnels. En décrétant ces mesures inspirées des expériences européennes et asiatiques, le président argentin concluait à l'urgence d'agir adéquatement pour prévenir une diffusion incontrôlée du virus.

De prime abord, avec un bilan humain beaucoup moins élevé par rapport aux deux autres puissances latino-américaines²³, l'Argentine semble faire bande à part. L'opinion publique a largement soutenu un exécutif dont elle a apprécié les mesures énergiques durant le confinement : attribution d'une aide financière de 10 000 pesos argentins (110 euros) pour les ménages les plus fragiles, gel des prix sur les produits essentiels, le gaz et l'électricité. Très tôt, Alberto Fernandez s'est démarqué de son homologue brésilien, en faisant passer la santé avant l'économie. Il a ainsi déclaré préférer « avoir 10 % de pauvres de plus que 100 000 morts en Argentine²⁴ ». Cette posture a renforcé sa popularité : en avril 2020²⁵, 67,8 % des Argentins avaient une image positive de leur président. Les sombres projections économiques ont toutefois eu raison de cet éphémère pic de popularité. Au mois d'avril, le PIB du pays chutait de 26,4 %, annonçant une crise économique historique.

21. I. Grillo, « How Mexico's Drug Cartels Are Profiting From the Pandemic », *The New York Times*, 7 juillet 2020, disponible sur : www.nytimes.com.

22. Voir l'article « Coronavirus: Argentina apareció en el New York Times entre los tres países de la región que mejor enfrentaron la pandemia », *Página 12*, 4 juillet 2020, disponible sur : www.pagina12.com.ar.

23. Selon les données de l'université Johns Hopkins, l'Argentine compte 28 896 décès (au 25 octobre 2020).

24. J. Fontevecchio, « Alberto Fernández: "Soy más hijo de la cultura hippie que de las veinte verdades peronistas" », *Perfil*, 12 avril 2020, disponible sur : www.perfil.com.

25. « Efecto Coronavirus: creció la imagen de Alberto, Kicillof y Larreta », *Perfil*, 3 avril 2020, disponible sur : www.perfil.com.

De fait, le FMI projette une baisse du PIB argentin de 9,9 % pour 2020²⁶. L'Argentine subit sévèrement les conséquences du choix du gouvernement de creuser le déficit public. Cet interventionnisme de l'État, qui s'est notamment illustré par la tentative de nationalisation du conglomérat céréalier Vincentín, proche de la faillite²⁷, intervient dans un contexte où le pays est soumis à deux crises structurelles. D'une part l'économie est en récession depuis 2017, et se trouve prise dans une spirale inflationniste (53 % en 2019). Celle-ci mine fortement le pouvoir d'achat des Argentins, plongeant une partie de la population dans une détresse socio-économique absolue. Le taux de pauvreté est passé de 25 à 35 % entre 2018 et 2020. D'autre part, l'ancien président Macri n'a pas réussi restructurer la dette extérieure du pays. Alberto Fernandez, ne bénéficiant pas de la confiance des investisseurs étrangers, se heurte à la même difficulté. Pour sortir de l'impasse, le gouvernement argentin a démarré un nouveau cycle de négociations avec les créanciers du secteur privé, offrant de meilleures garanties, comme l'amélioration du taux de la valeur de recouvrement.

En Argentine, le taux de pauvreté est passé de 25 à 35 % entre 2018 et 2020

En août 2020, Buenos Aires a ainsi conclu un accord avec ses créanciers pour restructurer une partie de sa dette extérieure (environ 65 milliards de dollars), alors que le ministre de l'Économie Martín Guzmán, proche de l'économiste Joseph Stiglitz, souhaitait surseoir aux remboursements du FMI programmés pour la période 2021-2024²⁸. Cette restructuration de la dette pour les prochaines décennies réduit d'autant plus la marge de manœuvre du gouvernement pour répondre à l'urgence sociale et stimuler la reprise économique.

Ce paysage économique-financier fragilise le climat politique, tandis que l'image modérée et centriste du président argentin, loué durant cette crise, s'étiole désormais face à une opposition anti-kirchnériste qui demande des comptes. En effet, dès le 17 août, une grande manifestation antigouvernementale se tenait dans la capitale, contre le confinement et la réforme judiciaire²⁹. La ligne modérée du président est également contestée au sein

26. Fonds monétaire international, « World Economic Outlook Update, June 2020 », juin 2020, disponible sur : www.imf.org.

27. Le 9 juin 2020, Alberto Fernández donne par décret l'autorisation d'une prise de contrôle de Vincentín (groupe spécialisé dans l'exportation céréalière) par l'État. Face à la contestation de cette décision par l'opposition et les patrons du secteur agricole, le décret est finalement annulé le 31 juillet, alors que le niveau réel de la dette du groupe est incertain, celui-ci n'ayant pas présenté ses résultats financiers pour l'année 2019.

28. J. Del Río, « Martín Guzmán: "Cerrar más el cepo sería una medida para aguantar y no vinimos a aguantar la economía" », *La Nación*, 13 septembre 2020, disponible sur : www.lanacion.com.ar.

29. Le président Alberto Fernández a fait de la réforme du système judiciaire argentin une de ses priorités, qui inclut notamment la dépolitisation des tribunaux en diluant le pouvoir des 12 juges fédéraux.

même du camp péroniste, où le charisme de la vice-présidente Cristina Fernández de Kirchner fait de l'ombre à l'actuel locataire de la Casa Rosada. C'est dans ce climat de tensions politiques que le gouvernement s'attèle à renverser une conjoncture économique négative : il ambitionne une diminution du taux d'inflation et un retour de la croissance dès 2021.

* * *

La pandémie de COVID-19 est venue frapper une région déjà fragile, l'Amérique latine étant lourdement marquée par les inégalités socio-économiques, et les gouvernements ne disposant que de faibles marges de manœuvre budgétaires pour tenter de les résorber. Par ailleurs, cette crise a mis en lumière la gestion « court-termiste » de la plupart des gouvernements de la zone, qui s'est traduite par un manque de moyens pour coordonner efficacement la réponse sanitaire.

Les pays latino-américains sont désormais menacés par une crise économique sévère, et une hausse brutale de la pauvreté. Les tensions sociales, déjà perceptibles ces dernières années, à l'image des protestations massives de 2019 au Chili, pourraient s'exacerber et déstabiliser des gouvernements déjà affaiblis. Indépendamment des spécificités propres à chaque pays, la pandémie de 2020 a mis à l'épreuve une région dont les difficultés chroniques ont été une nouvelle fois étalées : ampleur de l'économie informelle, déficit des infrastructures urbaines, niveau élevé de violence, etc. Pour sortir du marasme socio-économique, les institutions internationales préconisent une transition passant par des investissements fléchés dans les infrastructures durables, telles que l'électrification de la mobilité urbaine et la généralisation de l'accès à l'eau potable. Il s'agit là de perspectives de long terme : pour l'heure, au bout du tunnel, la lumière est encore bien pâle...



Mots clés

COVID-19
Brésil
Mexique
Argentine